

# Opération Ronces : première et deuxième phases...



Me  
s commentaires sur l'opération Ronces annoncée par Eric Zemmour, et sa confirmation répétée que « évidemment ce plan existe », ont été pris suffisamment au sérieux pour obliger à dévoiler maintenant les deux premières phases de ce plan.

En effet on a consacré, l'année dernière, plusieurs mois à l'étude méthodique des réactions gouvernementales possibles à la sécession locale d'une minorité adepte d'une idéologie distincte, étude qui a débouché sur la rédaction du [Septième Scénario](#).

On évacuera rapidement la question de l'adaptation nécessaire des méthodes israéliennes. D'une part le régime français actuel n'envisage ni peuple en armes ou armes chez le peuple, ni égalité des sexes pour trois ans de service militaire obligatoire. D'autre part les territoires métropolitains où s'exerce un droit non français sont constitués pour l'essentiel de grands ensembles d'immeubles collectifs, et non pas de petites maisons comme en Palestine, aussi la pratique

israélienne de destruction systématique de toute habitation ayant hébergé un combattant adverse changerait drastiquement l'apparence du paysage suburbain français et engendrerait très vite des millions de sans-abris n'ayant plus rien à perdre.

Un expert aux sources sûres a assuré ce 8 septembre qu'il y a un quart de siècle, avant même la guerre de religion en Bosnie et Herzégovine, une division d'infanterie avait été préparée à la « *reprise de la ville de Roubaix sous contrôle de milices islamiques* », tâche qui n'a laissé ni trace ni souvenir (à un moment où les états-majors disséquaient l'improvisation Daguet) mais correspondrait effectivement aux capacités d'une telle division de l'époque, ou, il n'est pas inutile de le préciser, à l'effectif maximum prévu aujourd'hui pour l'ensemble de l'armée française en cas de « projection » (intervention) intérieure, sachant que son corps expéditionnaire représente, lui, l'équivalent d'une division d'infanterie et demi de l'époque. Certes, des Roubaix il en existe plusieurs, et des territoires qui ont échappé à la souveraineté du pays, en métropole, il y en a aujourd'hui plusieurs milliers, pas tous d'une taille justifiant l'intervention d'une division mais aucun pouvant être « repris » par moins d'une compagnie.

Quelques années plus tôt la défense territoriale (distincte du corps de manœuvre blindé mécanisé) alignait plusieurs centaines de milliers d'hommes pour chasser et détruire de manière décentralisée, sur l'ensemble du territoire, les petites équipes de Spetsnaz vouées aux sabotages et exécutions ciblées, et dont le volume maximum affecté par l'Union Soviétique au théâtre français était bien inférieur au nombre de « radicalisés » expérimentés présents aujourd'hui en France, et qui de plus n'évoluaient pas dans une communauté sympathisante d'un cinquième de la population française.

Et puisqu'Eric Zemmour a fait référence à la « bataille d'Alger », il n'est pas inopportun de rappeler que l'opération de pacification après la vague d'attentats, qui n'était pas

une mission militaire, a nécessité en 1957 le déploiement pendant neuf mois, dans une ville moins peuplée que Strasbourg ou Bordeaux aujourd'hui, d'un effectif représentant une fois et demi le maximum que l'armée de terre est capable de déployer en métropole en 2016. Le gouvernement actuel (et ses prédécesseurs) s'est doté d'une capacité de traiter un « roncier » unique, bien délimité et très restreint en regard de l'ensemble du territoire national. Le [Septième Scénario](#) établit cependant en conclusion que, en s'affranchissant (en cas de péril) de sa planification officielle et à condition de pouvoir rapatrier à temps tous ses corps expéditionnaires, le gouvernement pourrait disposer d'effectifs permettant de traiter en même temps... trois autres « ronciers » équivalents.

Tout cela posé, on peut sans violer le moindre secret d'Etat avancer que la deuxième phase de l'opération Ronces sera l'instruction intensive, et orientée sur cette mission particulière, pendant six mois pour chaque unité devant être impliquée. Puisqu'un expert expliquait aujourd'hui que ce serait le rôle du Centre d'Entraînement aux Actions en Zone Urbaine, plus proche que la Palestine, on peut donc estimer la durée de cette deuxième phase en multipliant six mois par le nombre de sessions nécessaires pour former, par contingents de 250 stagiaires, les divisions ou les forces territoriales sélectionnées pour l'opération.

Avant d'aller plus loin on rappellera que, sans préjudice des valeurs absolues, la proportion des citoyens d'obédience étrangère parmi la population française est bien inférieure à ce qu'elle est en Palestine. On peut aussi raisonnablement supposer que le soldat qui défend sa patrie est plus motivé que celui qui soumet un territoire occupé, et on prendra pour hypothèse simplificatrice que six mois de formation intensive en France valent trois ans de service militaire en Israël.

La première phase de l'opération Ronces, et on laissera chacun calculer la durée de cette phase selon ses propres critères d'estimation, consistera donc nécessairement à recruter, en

fonction des chances de succès que l'on souhaite donner à l'opération et de la durée que l'on souhaite lui consacrer, entre un et trois millions de militaires.

Avis aux volontaires.

**Stratediplo**

[www.stratediplo.blogspot.com](http://www.stratediplo.blogspot.com)